Conférence de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la Conférence de Paris sur le climat, la lutte contre Daech en Syrie, la situation en Centrafrique, le processus de paix au Proche-Orient et sur l'usage du droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, à New York le 29 septembre 2015.

2015-09-29

* Conférence de Paris pour le climat

Mesdames et Messieurs,

Ravi de vous retrouver. J'ai voulu vous réunir ce matin pour faire un point à ce stade sur l'Assemblée générale. Le président de la République est parti hier. Moi-même je reste jusqu'à jeudi soir. Ensuite, je rentre car nous devons rencontrer dans le format Normandie les Russes, les Ukrainiens et les Allemands. D'ici là, j'aurai toute une série d'activités. J'ai voulu vous rendre compte des deux points principaux qui marquent cette Assemblée générale : la Syrie et le climat.

Je vais commencer sur le climat.

Il y a eu toute une série de rencontres et d'événements importants auxquels j'ai participés en tant que futur président de la Conférence de Paris : le déjeuner des chefs d'État et de gouvernement a été important et intéressant parce que, même si chacun s'est exprimé brièvement, c'était très convergent : il faut trouver un succès à Paris, comme l'a évoqué François Hollande, à un diner autour de Michael Bloomberg qui nous aide beaucoup sur le rassemblement des collectivités territoriales.

J'avais auparavant présidé une réunion avec des entreprises, qui s'appelle «Business Dialogue», où nous avons surtout parlé du prix du carbone. C'est une thématique qui va monter même si ce n'est pas la Conférence de Paris qui elle-même va décider du prix du carbone. Je pense qu'il y a un accord grandissant pour faire bien comprendre que si on veut aller vers une économie décarbonée il faut faire deux choses à la fois : d'une part, faire en sorte que les technologies nouvelles et décarbonées soient moins chères ; d'autre part, faire

en sorte que le carbone ait un prix. Ces deux éléments, j'y reviendrai dans un instant, sont en train de monter d'une façon très intéressante.

J'ai participé à de nombreux entretiens et, parmi les plus intéressants, la conversation à trois entre la France, l'Inde et Bill Gates où le sujet principal qui a été abordé est la question de l'innovation. Aussi bien le Premier ministre indien que nous-mêmes et Bill Gates sommes convaincus que c'est l'innovation technologique qui va permettre de changer la donne. Donc le projet est que l'Inde, la France, les États-Unis, et toute une série d'entrepreneurs autour de Bill Gates, prennent une série d'initiatives fortes pour développer l'innovation pour permettre des sauts technologiques. Vous en verrez la traduction au mois de novembre mais je voulais vous l'indiquer parce que c'est une chose qui va être certainement, compte tenu des personnalités que j'ai citées et des pays concernés, de grande portée.

Nous avons lancé avec nos amis brésiliens un mécanisme pour faciliter les transferts de technologie. Aujourd'hui et demain, j'ai plusieurs autres réunions. D'abord, à l'initiative de John Kerry, nous tenons une réunion dite du MEF «Major Economies Forum» où, là, l'originalité est que ce sont les ministres des affaires étrangères qui parlent du climat. Je vais donc saisir cette occasion pour mobiliser mes collègues, pour leur dire où nous en sommes et leur dire ce que j'attends d'eux encore dans les quelques semaines qui nous restent.

Il y aura également une réunion que je co-présiderai avec les Émirats arabes unis et le Pérou, et demain une réunion avec nos amis allemands sur le thème «Climat et sécurité», qui est un thème fort. D'ailleurs, à Paris, le ministre de la défense, à notre demande, organisera dans quelques semaines lui aussi une réunion climat et sécurité avec ses collègues de la défense, ce qui sera original et utile.

Mes collègues maintenant m'appellent le «climathonien». C'est un nouveau surnom. Ce n'est pas très bon pour mon propre bilan carbone mais c'est utile je crois. Je serai la semaine prochaine à Lima où nous avons une réunion très importante puisque l'OCDE va faire connaitre là où nous en sommes en matière de financements. Nous verrons exactement quel est l'espace qui reste à parcourir pour aller jusqu'à 100 milliards par an. Ensuite, au retour, je passerai par la Bolivie pour rencontrer le président Morales. Puis je reviendrai à Paris où nous aurons toute une série de réunions. J'ai notamment invité une centaine de mes collègues à ce que l'on appelle une pré-Cop parce que nous voulons, avec le président français, que le maximum de sujets aient été traités avant même que commence la Conférence de Paris pour éviter les mécomptes que nous avions eus à Copenhague.

Sur le fond, le premier point positif, c'est la mobilisation en vue d'un accord. De ce point de vue-là les choses avancent bien. Il reste du travail mais le sentiment de tous ceux qui sont là est un optimisme actif. C'est vraiment le sentiment qui est tout à fait partagé.

Nous avons avancé sur un point très important - qui pour moi est l'un des plus importants -, la nécessité d'un mécanisme de révision lors de la Conférence de Paris. Le président français y a fait allusion. Nous sommes en train de collecter tous les engagements de tous les pays. Nous sommes, au moment où je m'exprime, à 90 engagements représentant 75% des émissions de gaz à effet de serre. Le record, je vous le rappelle, c'était Kyoto, 15%. On est bien au-dessus mais 90 pays ce n'est pas 190 pays. Il y a donc encore un effort à faire - dans les prochains jours, nous devrions avoir des publications supplémentaires - mais il est probable que lorsque - c'est le secrétariat de la Convention qui fait ça - nous additionnerons tous ces engagements, nous ne serons plus, et c'est une grande victoire, dans la perspective de 4, 5, 6° que promettait le GIEC si rien était fait. Il est cependant à craindre que nous ne serons pas encore à 2°. Il faut donc que nous nous donnions des clauses de rendez-vous, et j'espère que la décision sera prise à Paris pour qu'au fur et à mesure des évolutions technologiques et de ce que nous constaterons comme résultats dans le futur, nous puissions réévaluer à la hausse - «no backsliding» - les engagements. Cette clause de révision c'est la base de «l'ambition durable» que nous poursuivons.

Il y a un autre point qui petit à petit se dégage en matière de consensus, c'est la nécessité en plus de l'objectif des 2 ou 1,5° d'une ambition à long terme, 2050. Elle est pour le moment formulée d'une façon différente. Nous allons voir ce que le groupe ADP va nous proposer à Bonn dans quatre jours mais cette idée qu'il ne faut pas simplement les 1,5 ou 2° mais une ambition à long terme autour de la notion de décarbonation est quelque chose qui vraiment progresse et va dans le bon sens.

Et puis, je vous l'ai dit, en matière de financements climat, nous avons agi avec plusieurs autres collègues pour que vraiment ce soit au premier rang de l'agenda. La France elle-même a montré l'exemple. Le président a annoncé hier dans son discours que nos financements climat - soyons très précis - vont passer de 3 milliards par an aujourd'hui à 5 milliards par an en 2020 ; ce à quoi il faudra ajouter un peu plus de 350 millions de dons. Avec cet effort important, la France sera au rendez-vous de la solidarité financière climatique. Nous espérons que cet engagement, qui rejoint celui qu'ont pris nos amis allemands, va créer un effet d'entrainement chez d'autres pays du nord. Nous aborderons bien sur ce sujet à Lima la semaine prochaine lors de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI.

Il y a un autre point sur lequel nous avons avancé, j'y ai fait allusion également, c'est la question des technologies qui a été abordée en particulier dans la rencontre avec le Premier ministre indien Modi et Bill Gates.

Voilà quelques points qui peuvent vous être utiles sur le climat puisque des choses diverses avaient été dites. Cela permet là de les rassembler.

(...).

* Syrie - Daech - Russie

(...)

L'autre sujet sur lequel je veux revenir, c'est la question de la Syrie.

Nous, la France, avons eu l'occasion d'aborder ce sujet avec beaucoup de pays et ce sera complété avec les entretiens que je vais avoir dans les heures et dans les jours qui viennent. Nous avons abordé cela bien sûr avec le président iranien, avec le président de la Coalition nationale syrienne, avec le Premier ministre turc. J'ai eu moi-même de nombreux contacts, dont hier matin et cela continuera ce soir, avec John Kerry et mes amis britannique et allemand, ainsi qu'un certain nombre de partenaires arabes clés dans la région. Je m'en suis également entretenu avec mon collègue iranien, M. Zarif, mon collègue émirien, mon collègue saoudien et mon collègue turc. Et je verrai mon collègue russe dans la journée ainsi que mon collègue chinois. Nous parlons donc à tout le monde, sans aucune exclusive.

Sur le fond, j'ai lu toute une série de déclarations et de commentaires, mais je voudrais commencer par vous dire que ce qui est important dans la lutte contre Daech, ce n'est pas la frappe médiatique mais la frappe réelle. Il faut, quand on lit les journaux, avoir quand même bien cela en tête.

Qu'est-ce que je veux dire par là ? Nous voulons - et heureusement nous ne sommes pas les seuls - renforcer notre lutte contre Daech. Nous avons d'ailleurs ce matin une réunion présidée par le président Obama sur la lutte contre le terrorisme. La ligne de la France est absolument claire. Cela fait déjà plusieurs mois que nous combattons effectivement Daech en Irak et nous avons décidé, dans les conditions que vous savez, il y a quelques jours, compte tenu des menaces depuis la Syrie par Daech contre la France, d'envoyer des avions de reconnaissances. Le président de la République a donné l'ordre jeudi dernier de frapper. Cette frappe a eu lieu il y a quelques jours. Nous allons continuer à le faire à chaque fois que notre sécurité est en jeu. Ce qui veut bien dire que, avec beaucoup d'autres, non seulement nous sommes disposés à lutter contre Daech mais nous le faisons effectivement. C'est une différence assez singulière avec d'autres, qui parlent beaucoup de la lutte contre Daech mais pour le moment, sauf erreur de ma part, je ne les ai pas vus engager un avion dans la lutte contre Daech. S'ils le font, bravo. S'agissant même du régime de M. Bachar Al-Assad, jusqu'à la semaine dernière, il n'y avait pas eu de frappes. Donc faisons bien attention, il y a la frappe médiatique, très importante dans le monde dans lequel nous sommes, mais nous, nous voulons la frappe militaire.

Deuxièmement, on a besoin évidement d'un mécanisme de transition politique. L'expérience nous montre que ce n'est pas par des solutions militaires - surtout de l'extérieur - qu'on peut régler définitivement les problèmes. Et là, nous sommes en discussion bien sûr avec beaucoup d'autres.

Nous - et la France n'a pas changé de point de vue - pensons qu'il faut avoir à l'esprit l'efficacité et si possible aussi la morale. La morale, là, il n'y a même pas de discussion. M. Bachar Al-Assad a été qualifié par le secrétaire général des Nations unies de criminel contre l'humanité. Chacun sait qu'il est responsable, à partir d'une petite révolte qui concernait quelques jeunes en Syrie il y a 3 ans et demie, du fait qu'aujourd'hui il y a 250.000 morts. Donc, si on se fondait uniquement sur ce plan-là, je dirai qu'il n'y a même pas de discussion, non pas qu'il soit le seul tyran dans le monde et dans l'histoire mais il est évident qu'il ne peut prétendre à une reconnaissance morale quelconque. Mais plaçons-nous - parce que c'est l'essentiel - du point de vu de l'efficacité. Que souhaitons-nous les uns les autres ? Nous souhaitons une Syrie qui soit libre, qui puisse récupérer l'ensemble de son territoire, alors qu'aujourd'hui le gouvernement syrien n'a qu'une petite partie de son territoire sur lequel il exerce sa maitrise, et qui reconnaisse la diversité des communautés et le droit. Et nous voulons qu'il y ait un gouvernement de transition comme le dit Genève qui puisse permettre tout cela. C'est au nom de cette recherche d'efficacité que nous disons qu'il faut un mécanisme que j'appellerai de transition de sortie. Ce n'est pas une question d'affection ou de détermination personnelle. Comment imaginer que les Syriens, les réfugiés syriens dont 80% ont quitté la Syrie parce qu'ils étaient menacés par M. Bachar Al-Assad, qu'ils pourraient revenir en Syrie, participer à cette Syrie libre, unie, respectueuse que nous souhaitons si on leur dit : «l'avenir de la Syrie c'est M. Bachar Al-Assad». C'est contradictoire dans les termes. C'est la raison pour laquelle, au-delà même des aspects moraux, nous voulons qu'il y ait une transition de sortie. C'est très difficile, bien sûr, parce qu'au départ il y a des positions diverses mais c'est le rôle de la diplomatie d'y parvenir. C'est cela qui est la position de la France et de beaucoup d'autres.

Nous voulons aussi que rapidement M. Bachar Al-Assad arrête ce qu'on appelle les «barrel bombs», c'est-à-dire les bombardements indifférenciés de sa propre population parce qu'il y a des civils, par centaines et par centaines, qui continuent de mourir. Et là, il y a des initiatives diverses sur lesquelles nous sommes en train de réfléchir, par exemple ce qu'ont proposé les Turcs, ou d'autres. Il est important que les Syriens, ou en tout cas un maximum d'entre eux soit mis en sécurité. C'est le point sur lequel je voulais insister parce que parfois, sans doute de bonne foi, on se laisse entrainer.

Le groupe Daech - je vais dire quelque chose de trivial -, ce sont des gens absolument horribles et qu'il faut combattre sans ménagement. Précisément, il ne faut pas les combattre médiatiquement mais concrètement, comme le font un certain nombre, la coalition et la France.

Mais il ne faut pas seulement combattre Daech. Il faut aussi permettre une transition politique et c'est là qu'une discussion doit avoir lieu et, nous l'espérons, avec une issue pour que les grandes puissances et d'autres se mettent d'accord. D'ailleurs, je présiderai un déjeuner du

P5, avec M. Ban Ki-moon, où c'est cette question sera abordée avec mes collègues membres permanents du Conseil de sécurité.

(...)

Q - Est-ce qu'on peut imaginer que dans cette transition de sortie en Syrie, Assad en fasse partie au début, pendant une période ?

R - Nous discutons de ces aspects qui sont importants. En tout cas, il doit être clair que ce n'est pas lui qui est proposé comme élément de sortie à la fin du processus, sinon tout est bloqué pour les raisons que je vous ai annoncées. Bien sûr il y a des modalités diverses et il faut rendre possibles les conversations avec les uns et les autres, et chacun a des préventions au départ.

Mais il doit être clair, pour des raisons - je l'ai dit, faisons bien attention à cela - pas seulement morales mais d'efficacité, qu'il ne peut pas être dit, sous une forme ou sous une autre au début du processus, que la fin du processus c'est le maintien de M. Bachar Al-Assad, parce que sinon c'est contradictoire dans les termes.

Q - Vous ne voulez pas jouer toutes les cartes avant de commencer les négociations ?

R - C'est le jeu de la diplomatie.

Q - Je vais réitérer la question que j'ai posée au président de la République hier. Comment comptez-vous vous débarrasser d'Assad ? Il ne veut pas partir, il s'accroche au pouvoir. Que comptez-vous faire ?

R - La question de la volonté d'un homme c'est une chose, mais ce qui compte beaucoup c'est le bien-être de son peuple et la destinée de la Syrie. Je vous l'ai dit, et j'espère vous convaincre. Compte tenu de ce qui s'est passé, personne ne peut imaginer, en tout cas de raisonnable, qu'on va bâtir une Syrie réunifiée, intégrale si je puis dire, libre et respectant les communautés avec à sa tête durablement la personne qui est responsable de tellement de morts. Cela n'existe pas.

Entre la situation actuelle, où M. Bachar Al-Assad est là où il est, et la situation vers laquelle il faut aller, que j'appelle transition de sortie, ce sont toutes les conversations que nous avons.

Q - Parlons d'efficacité. La France a commencé à frapper la Syrie. Depuis un an, les Américains frappent la Syrie : 2 500 frappes sans aucun résultat. Le programme de formation des troupes locales est un fiasco, d'ailleurs il vient de s'arrêter. Dans votre schéma, qui va aller sur le terrain combattre Daech ?

R - C'est pourquoi il faut certainement modifier des éléments du dispositif. En ce qui concerne la France, elle s'est engagée et elle va continuer à le faire, mais pas au sol. En ce

qui concerne la coalition et nos amis américains, nous en avons discuté dans la réunion d'hier ou d'avant-hier et nous allons en rediscuter ce soir parce qu'il y a des dispositions pratiques à prendre. Pour ce qui concerne les frappes aériennes, je dirais que nous avons tous les éléments nécessaires. Pour ce qui concerne la présence au sol, elle doit être le fait, selon nous, des Syriens et des éléments régionaux.

Q - Cela ne marche pas.

R - Parce que les choses, à notre avis, n'ont pas été faites d'une façon suffisamment coordonnée.

Q - Il faut persister...

R - Non il faut adapter. Les résultats, vous avez cité les chiffres qui ont été d'ailleurs cités je crois au Congrès Américain, ne sont absolument pas satisfaisants. Donc il faut s'engager fortement, réellement et aussi par les Syriens et les populations régionales au sol.

Q - Oui mais qui ? Si vous pouvez être un peu plus spécifique...

R - Regardez la carte.

Q - Une question subsidiaire, est-ce que vous vous opposeriez à une initiative parallèle d'une coalition conduite par les Russes, qu'est-ce que vous feriez dans ce cas ?

R - Il y a eu dans l'un des discours prononcés hier, l'idée d'une résolution je crois. Mais pour le moment, cela n'est pas traduit dans les faits, nous n'avons rien reçu de ce type.

S'il y a des bonnes volontés, pas médiatiques, réelles, ceux qui sont contre Daech ce sont ceux qui frappent Daech. Partons de cette équation assez simple je crois à comprendre. S'il y a une volonté de s'engager, pourquoi pas. Mais il y a évidemment en tenue de l'analyse que j'ai faite, deux conditions. D'une part, il faut qu'il y ait cette perspective de transition de sortie dont je vous parlais. Parce que ce n'est pas un mécanisme qui est fait ou même utilisé pour maintenir en place celui qui est responsable de la situation. Et deuxièmement il faut aussi et nous y réfléchissons avec d'autres, qu'on puisse dégager une ou des zones où les Syriens seraient protégés. Vous savez il y a des initiatives, les Turcs et d'autres. Et il faut que stoppent les «barrels bombing». Mais bien sûr s'il y a des bonnes volontés, avançons. Bonnes volontés réelles, pas médiatiques.

Q - Les Russes sont de plus en plus actifs en Syrie. Est-ce qu'on risque de se faire exclure si on préconise sur Assad ?

R - Actifs... Ils ont envoyé beaucoup de matériel auprès de M. Bachar Al-Assad mais, sauf erreur de ma part, je ne les ai pas vus attaquer Daech. Or, l'objectif c'est quand même de détruire Daech. Nous, nous sommes assez réalistes. On va voir ce qui se passe. Et si on

veut une solution politique - j'en ai parlé encore hier, parce que nous avions une réunion à laquelle participe mon collègue et ami M. Lavrov et avec M. Zarif - il faut trouver une transition, ce que j'appelle moi une transition de sortie. Alors là-dessus nous avons encore des discussions importantes à voir.

Q - Vous accueilleriez favorablement une intervention russe et iranienne, dont on parle beaucoup, contre Daech actuellement en Syrie ?

R - Pour l'instant, elle n'a pas été proposée.

Q - Et comment l'accueilleriez-vous ?

R - Je m'occupe des réalités

Q - Monsieur le Ministre, vous parlez des frappes réelles, j'ai posé une question au président hier qui ne m'a pas répondu donc j'espère avoir une chance avec vous. Cette frappe française vise notamment des camps d'entraînements où potentiellement peuvent se trouver des ressortissants français. Puisque vous parlez de menace contre la France, j'aimerais vous entendre sur la position de la France en ce qui concerne le fait pour un État démocratique, un État de droit, de cibler éventuellement ses propres ressortissants par des frappes à l'étranger. Quelle est votre position ? Est-ce que cela a fait l'objet d'un débat au sein de l'armée ?

R - Si, il vous a répondu ; peut-être n'avez-vous pas été satisfait mais il vous a répondu. Nous, nous agissons dans le cadre de l'article 51 de la Charte des Nations unies, qui est la légitime défense. À partir du moment où nous identifions- là en l'occurrence c'est un camp d'entrainement - des éléments où tout permet de penser que la France peut être visée, à ce moment-là, c'est la légitime défense qui s'applique. Évidemment, le maximum - j'insiste là-dessus - de précautions sont prises pour qu'il n'y ait pas de victimes civiles. Maintenant, je conviens tout à fait qu'il est difficile de distinguer les uns des autres, surtout que les terroristes de Daech qui sont des gens qui réfléchissent, essayent de mêler la population civile. Nous faisons donc le maximum pour éviter cela et, en même temps, cela ne doit pas conduire à une paralysie qui ferait que Daech avancerait, nous détruirait sans que nous puissions réagir.

Q - Je ne parlais pas des victimes civiles, je vais simplifier ma question : est-ce que la France aujourd'hui considère qu'elle a la légitimité pour cibler un ressortissant français par un tir de missile à l'étranger ?

R - Nous ne ciblons pas de ressortissants français, bien évidemment, nous ciblons, là en l? occurrence, des camps d'entraînements dans le cadre de l'article 51 de la Charte des Nations unies.

Q - Vous avez parlé de zones où les Syriens seraient protégés ? Est-ce que vous parlez de «no fly zone» et où en sont les discussions à ce sujet ?

R - Vous savez, il y a toute une série de discussions compliquées sur les appellations : «safe zone», «no fly zone», «secure zone», etc. Ne nous lançons pas dans cette discussion technique. Simplement, il y a une idée de bon sens - il faut voir si elle est praticable - qui est : beaucoup de Syriens, menacés à la fois par Bachar et par Daech cherchent à s'enfuir. Ils vont dans les pays voisins et peuvent aussi aller en Europe. Les pays voisins sont essentiellement le Liban, la Jordanie et la Turquie. Si on veut éviter cela, il faut d'une part que M. Bachar Al-Assad et ses soutiens arrêtent le «barrel bombing» ; ça c'est notre demande, qui est tout à fait à portée et qui n'a rien à voir avec Daech. D'autre part, il faut que puisse être dégagée une zone - on peut penser au nord, au sud - où ils soient protégés, en sécurité ; comme ça, ils n'auraient pas besoin d'aller dans d'autres pays. Ce n'est pas simple, il y a des discussions avec les uns et les autres et nous participons à ces discussions, mais les décisions ne sont pas prises.

(...)

Q - Two questions please. Do you believe the refugee crisis is adding new momentum to the idea of a safe zone somewhere in Turkey? And secondly, what do you make of the Russian proposition ? President Putin was very clear on this; he said that while you are fighting ISIL, you cannot remove Bashar al Assad as army-in-chief. Do you agree with that position and for how long can that go on ?

R - Briefly speaking, as far as the refugees are concerned. If we want to stop the movement of refugees: many of them are leaving Syria because of Bashar Al-Assad and because of Daesh. Therefore, we have to find a solution for Bashar Al-Assad. It is what we call the transition out. And, to fight Daesh. Meanwhile, it could be an idea - and we are working on that with different countries - to have within Syria one or two or three - there are different wordings: safe zone, security zone, and so on - in order that these zones would be able to welcome Syrian people, without forcing them to go out of the country. We are working on that, no decision has been taken yet.

There, the point is about the whole conflict. We think that because, both for moral reasons and efficiency reasons, both of them, we have to organize a process of transition out for Mr. Bashar Al-Assad. Why? Because morally, he has been qualified as a «criminal against humanity» by the secretary-general Ban Ki-moon. And, it is very difficult to imagine that somebody who is responsible for 80% of 250 000 dead people can be the future of its people. But, even though we abandon this moral aspect, from an efficiency view point, what is our common aim for Syria? It is to have a free Syria, with respect for the different communities, every community living in peace with the other communities, and respecting the integrity of the territory. How could one imagine that it would possible, with the perspective of a

permanent, not only power, but dictatorship, of the one who is responsible for the present chaos? It is a question of good sense. And therefore, we have to organize all of us, and it is very uneasy. Because, Geneva 1 was in June 2012. We have, but that is the role of diplomacy, to organize things in such a way that we can find a transition out. That is the point.

But, coming back to the fight against Daesh and against terrorism, it's an absolute necessity. But it must not be a fight only through media; it must be a real one. And when I'm looking at who is really committed in the fight against Daesh, I ask you to think about it. So, as far as Mr. Bashar Al-Assad is concerned, it is fairly recent, fairly modest. As far as Russian partners are concerned, up to know - maybe it will change - they didn't get against Bashar. The international coalition is involved against Bashar. We, the French people, have stricken this week a camp of Daesh. And, we have to judge realities. Not mass media. And the first criteria to judge who is really acting against Daesh, the first criteria, is to see who is involved and committed to the real fight on the ground and in the air against Daesh.

Q - En termes d'efficacité de court-terme, est-ce que vous considérez qu'on peut engager un processus politique dans un pays qui est déjà en guerre avant que le rapport de force soit déjà inversé ?

R - Il faut frapper. Il faut faire les deux.

Q - En même temps ?

R - Il faut faire les deux, bien sûr. Il faut frapper pour réduire Daech et il faut au même temps organiser un processus de transition politique.

Q - Mais puisque les frappes ne fonctionnent pas ?

R - Pour le moment elles n'ont pas été suffisamment efficaces parce qu'elles n'ont pas été menées d'une façon suffisamment satisfaisante. Aussi parce que tout le monde n'a pas frappé. Il faut que la coalition internationale améliore bien sûr ses méthodes. La France peut y aider même si elle est autonome. Puis il faut que tous ceux qui sont contre Daech le soient effectivement.

Q - Hubert Védrine disait hier que la monstruosité ne se mesure pas nécessairement au nombre de morts et que dans ce cas-là on n'aurait jamais fait d'alliance avec Staline contre Hitler.

R - Bien sûr on peut regarder toute une série de comparaisons historiques. Moi si vous voulez je ne suis pas un observateur. Je suis le chef de la diplomatie aux côtés du président de la République. Il faut à la fois taper Daech qui est un danger absolu et en répondant tout à l'heure à une des questions j'ai fait remarquer - ce qui n'est pas suffisamment remarqué - que

la coalition internationale tape Daech, la France tape Daech, M. Bachar Al-Assad très peu et pour le moment les Russes pas du tout. Il faut donc quand même regarder qui fait quoi.

Deuxièmement il faut évidemment engager un processus de transition politique et pour cela il faut discuter avec tout le monde et aboutir à une transition qui fasse que la Syrie - c'est très difficile - puisse retrouver son intégrité et que toutes les communautés soient préservées. Penser - non pas que ce soit le cas d'Hubert Védrine, qui est un homme intelligent - qu'on va pouvoir faire en sorte que les Syriens acceptent que toutes les communautés soient respectées si on dit que pour l'éternité c'est celui qui est la cause du chaos qui va être la tête, non. Il faut - c'est le rôle de diplomatie - à la fois trouver les moyens d'engager cette transition politique, c'est pourquoi je discute avec tout le monde, et en même temps il faut frapper.

Q - Vous invitez les Russes et les Iraniens à intervenir ? Vous demandez aux Russes de frapper ?

R - Je ne demande rien du tout mais je trouve qu'il y a une cohérence que j'énoncerai ainsi : si on est contre les terroristes, il n'est pas anormal de frapper les terroristes.

* République centrafricaine

(...)

Q - Monsieur le Ministre, pour changer de sujet, sur la Centrafrique, il y a des incidents assez bien connu de vous. Est-ce que vous pensez que les élections sont encore possible cette année et est-ce que vous pensez que la MINUSCA est capable de gérer la situation sur le terrain ?

R - Vous avez vu que Mme Samba Panza a dû repartir pour son pays, ce qui est bien normal parce que les évènements sont très sérieux. C'est le rôle de la MINUSCA de prévenir, de réagir par rapport à ces incidents, elle a commencé à le faire. Sangaris y a également contribué.

Quant à la question du référendum sur la constitution, puis les élections, il y a eu un progrès très important dans le recensement, car il fallait recenser déjà les gens. Peut-être peut-il y avoir un certain retard mais nous pensons qu'il faut au maximum respecter les délais qui ont été fixés.

Il y a sans doute beaucoup de raisons pour lesquelles ces incidents ont eu lieu, mais si on veut sortir de cette situation, il faut que nous ayons un pouvoir qui soit établi. Mme Samba Panza est une femme tout à fait estimable, remarquable mais elle est à la tête de l'autorité de transition.

Les choses ont donc été préparées en liaison avec l'Union africaine, pour que les élections aient lieues et il est souhaitable qu'elles aient lieues sans être retardées.

(...).

* Processus de paix au Proche-Orient

(...)

J'aborderai un dernier sujet important pour cette fin d'Assemblée générale qui, jusqu'à présent, je dois le dire, est passé au 2ème rang alors qu'il est tout à fait fondamental, c'est le processus de paix au Proche-Orient.

Lors de mes entretiens ces derniers jours, j'ai continué de plaider pour une certaine évolution de la méthode et notamment une mobilisation élargie de la communauté internationale. Une réunion d'ailleurs est prévue demain dans un format inédit qui devrait rassembler, comme nous l'avions proposé, à la fois le Quartet, les partenaires arabes du processus de paix et les Européens qui souhaitent contribuer activement, et puis d'autres partenaires.

Notre objectif est de recréer un horizon politique dans un contexte qui est sur le terrain très préoccupant. En signe de notre soutien constant à la solution des deux États, j'assisterai personnellement demain à la cérémonie de hissage du drapeau de la Palestine - État observateur non membre - devant le bâtiment des Nations unies, en présence du président Abbas.

(...).

* Droit de veto

(...)

Le président de la République hier a fait une annonce forte sur l'usage de droit de veto au Conseil de sécurité. Vous savez que depuis maintenant trois ans, nous avons développé l'idée que lorsqu'il s'agissait de crimes de masse, les membres permanents du Conseil de sécurité devaient volontairement - il ne s'agit pas de changer les textes - renoncer à l'usage de leur droit de veto.

Nous sommes soutenus dans cette démarche par beaucoup de pays des Nations unies, plusieurs dizaines, même si, sans surprise, certains de nos collègues membres permanents du Conseil de sécurité sont beaucoup plus réticents. Mais nous avons voulu joindre la décision à la parole et, donc, le président s'est engagé à ce que la France, lorsqu'il s'agit de crimes de masse, ne se serve pas de son droit de veto.

(...).

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 5 octobre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196320-conference-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrange